

REPUBLIQUE TOGOLAISE



APPELER LE 111



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

20 janvier 2023

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTREMISME VIOLENT EN AFRIQUE : **LES PARLEMENTAIRES ENGAGES A VAINCRE LE PHENOMENE**

Lomé, 20 jan. (ATOP) –Une conférence parlementaire de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme, la Prévention de l'extrémisme violent (PEV) et l'engagement des jeunes en Afrique s'est ouverte le jeudi 19 janvier à Lomé. La présidente de l'Assemblée nationale du Togo, Mme Yawa Djigbodi Tsègan, a présidé la cérémonie d'ouverture en présence des membres du gouvernement, des députés, des présidents des institutions de la République, des autorités militaires, religieuses et traditionnelles.



Mme Tsègan livrant son point de vue



Des participants à la conférence

Cette conférence a pour objectif d'impliquer les jeunes et les parlementaires dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent en Afrique. Il s'agit pour les parlementaires de mener des actions concrètes afin d'impliquer et renforcer l'engagement des jeunes dans cette lutte. Il s'agit aussi, entre autres, de renforcer le rôle des jeunes dans la prise de décision, de discuter des défis et obstacles existants qui entravent la participation significative des jeunes aux processus décisionnels.



Les parlementaires vont échanger sur comment contribuer à promouvoir un dialogue constructif entre eux et les jeunes ; identifier les moyens d'impliquer efficacement les jeunes dans l'élaboration de politiques significatives et les rôles clés qu'ils pourraient jouer dans la prévention de ce phénomène aux niveaux local, national et régional. Ils vont également élaborer des recommandations et/ou des propositions sur des initiatives conjointes visant à renforcer l'engagement de ces jeunes dans cette lutte.

Les participants auront à suivre trois thématiques à savoir « mieux comprendre les rôles significatifs que les jeunes pourraient jouer dans les processus décisionnels et les moyens par lesquels les parlementaires pourraient les responsabiliser » ; « les façons dont les parlementaires et les jeunes ont collaboré avec succès en matière de lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent et les leçons apprises » et enfin « la création d'une plateforme de dialogue entre les décideurs politiques et les jeunes sur le renforcement de l'engagement des jeunes dans des processus décisionnels significatifs ».

La présidente de l'Assemblée nationale Mme Tsègan a indiqué que le continent africain a toujours recherché à diverses périodes de son histoire, des solutions aux multiples défis qui jalonnent sa marche. C'est pourquoi, « à travers ce cadre d'échanges, nous tenterons d'apporter, de mettre en place une synergie de réponses collectives de lutter contre le terrorisme avec toute la vigueur et la rigueur qu'elle emprunte de notre détermination à bâtir une communauté de destin harmonieux », a-t-elle ajouté. Pour la présidente Mme Tsègan, la question qui est au cœur de cette rencontre est d'une importance capitale. Il s'agit de : Comment organiser ce dialogue et quels leviers utiliser pour atteindre les objectifs poursuivis ? Quelle place doit occuper la jeunesse dans ce débat et comment canaliser toute l'énergie dont elle regorge pour en faire un véritable bouclier pour nos différentes nations tout en trouvant des solutions pertinentes et efficaces à leurs différents besoins ?

Pour le directeur adjoint du bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme, Mauro Miedico « nous sommes à la fois préoccupés de l'avancée du terrorisme en Afrique et au même moment encouragé par des multiples efforts des gouvernements de l'Afrique et l'engagement parlementaire dans tout le continent ». Il a souligné que dans la lutte contre le terrorisme, une approche sur trois niveaux a été développée. Il s'agit du soutien technique des institutions de la police et de la loi des pays africains pour renforcer la lutte, de l'engagement de politiques et de stratégies nationales avec les gouvernements et un sommet présidentiel prévu en octobre prochain au Nigéria et les parlements engagés dans la lutte contre ce fléau. M. Miedico a aussi dit que les jeunes sont les cibles directes et ces terroristes ont divers moyens de convaincre ces jeunes à se joindre à eux. Il est fondamental, d'après lui, que les gouvernements écoutent les jeunes, les éduquent, leur fournissent du travail afin de contenir ces jeunes aux idéaux patriotiques.

ATOP/SED/KYA

ECHOS DE LA CAPITALE

CONFERENCE PARLEMENTAIRE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTREMISME VIOLENT :

LE DIALOGUE ENTRE LES DECIDEURS POLITIQUES ET LES JEUNES

Lomé, 20 jan. (ATOP) – Le panel 3, relatif au « type de dialogue qui puisse exister entre les décideurs politiques et les jeunes sur le renforcement de leur engagement dans

des processus décisionnels significatifs », a été le dernier de jeudi 19 janvier, premier jour de la conférence parlementaire contre le terrorisme et l'extrémisme violent.



Des panélistes



Une vue de l'assistance

Ce panel a été animé par Sarandji Simplicie Marthieu, président de l'Assemblée nationale de Centrafrique, Orji Uzor Kalu, membre du sénat nigérian, Hatim Ben Rkin, député à l'assemblée nationale du Maroc, et de Savadogo Mahamoudou, directeur du cabinet Granada consulting. M. Norbert Tankouano, secrétaire exécutif du comité inter parlementaire du G 5 Sahel a été le modérateur de ce panel.

Il ressort de ces échanges que face au phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent, les décideurs dans les différents pays touchés ont développé des stratégies et élaboré des politiques allant dans le sens de prendre en compte les jeunes. Mais le constat reste amer dans la mise en œuvre de ces stratégies et politiques. Les exemples sont nombreux dans ce sens. Il s'agit, entre autres, de la mise en place des conseils nationaux de jeunes sensés être des interlocuteurs entre la jeunesse et les décideurs, des parlements des jeunes pour créer un leadership au sein des jeunes et les inviter à dialoguer entre eux et avec les décideurs, et les différentes initiatives liées à l'entrepreneuriat des jeunes qui peinent à décoller par manque de financements adéquats.

Les panélistes pensent que pour avoir un dialogue franc avec les jeunes, il faudra les consulter sur les besoins et préoccupations et leur apporter des solutions efficaces. Ils ajoutent que le problème des jeunes n'est pas à dissocier de celui des femmes. Selon eux, c'est des couches marginalisées, laissées pour compte qui devraient contribuer efficacement au développement des Etats et par voie de conséquence, constituer une barrière contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Le panel a ressorti également la prise des certaines décisions en situation de crise qui au lieu de l'endiguer, contribue à son aggravation. Il s'agit par exemple du cas du Burkina Faso où environ 3 millions de jeunes exercent dans les mines artisanales à la recherche de l'or ou d'autres métaux. Avec la situation actuelle de ce pays, toutes les mines ont été fermées sur ordre des décideurs, déversant du coup tous ces jeunes dans le chômage, donc dans le besoin. Ce qui, selon eux, constitue une niche de recrutement des groupes terroristes.

Les panélistes sont tous unanimes pour reconnaître que la jeunesse africaine a du potentiel et des talents à faire valoir dans leurs pays respectifs. Il appartient donc aux décideurs de se mettre à leur écoute, leur proposer des solutions et veiller à leur mise en

œuvre efficace pour espérer avoir cette jeunesse acquise à leur cause et prête pour le développement.

ATOP/KYA/TD

LES PARLEMENTAIRES REFLECHISSENT SUR LES ROLES SIGNIFICATIFS DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES

Lomé, 20 jan. (ATOP)- Le premier panel organisé dans le cadre de la conférence parlementaire sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent a porté sur les rôles significatifs que les jeunes pourraient jouer dans les processus décisionnels et les moyens par lesquels les parlementaires pourraient les responsabiliser. Il a été animé après la cérémonie d'ouverture de cette conférence, le jeudi 19 janvier à Lomé

Ce panel a réuni cinq intervenants à savoir : la vice-présidente et présidente du sénat du Libéria, Mme Jewel Howard Taylor ; le président de l'union inter parlementaire, ReinHold Lopatka, président de la coordination du mécanisme des assemblées parlementaires OSCE ; Mme Sahar Albazar, présidente de l'Union inter parlementaire des jeunes et de Mme Laila Dahi, présidente du parlement panafricain de jeunes et membre de la chambre représentative du Maroc.

Sous la modération du 4^e vice-président de l'Assemblée nationale du Togo, Pacôme Adjourouvi, les panélistes ont tour à tour pris la parole pour fustiger le phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent. Le terrorisme selon eux, est comme un cancer qu'il est difficile de guérir. Ils ont reconnu que pour le vaincre, il faut une bataille qui doit être menée ensemble à différents niveaux.

Pour eux, rien ne justifie l'extrémisme violent, mais cela ne provient pas du néant. Entre autres, causes citées, il y a l'impunité, les frontières poreuses, le manque de transparence et la marginalisation de certaines catégories au sein de la société.

Comme solutions, ils proposent d'accorder une attention particulière aux problèmes des jeunes et surtout de les impliquer dans les prises de décisions. Les panelistes ont demandé de donner une bonne éducation à la jeunesse gage de tout dérapage, d'investir dans la jeunesse et surtout donner la possibilité aux jeunes d'avoir un emploi stable. Ils ont proposé donner aux femmes un pouvoir de décision et les impliquer dans la gestion des affaires publiques pour donner une cohésion au niveau familiale et de la société. Entre autres solutions, ils proposent que les parlementaires initient des lois, des politiques de mises en œuvre des programmes de mêmes que des mesures préventives ou de répressions contre le terrorisme.

La conférence a pour, entre autres, objectifs de partager les expériences sur l'engagement des jeunes dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent en Afrique. Elle va se concentrer sur les moyens par lesquels les parlementaires pourraient effectivement renforcer l'engagement avec les jeunes et accroître leur implication dans les processus d'élaboration des politiques tout en sensibilisant au rôle clé que les jeunes devraient jouer dans la prévention de l'extrémisme violent.

Cette session réunit les représentants des parlements nationaux des États membres en Afrique ; des leaders de jeunesse, des organisations non gouvernementales de jeunesse et des organisations de la société civile. On note également la présence des représentants de syndicats d'étudiants, de jeunes leaders communautaires, entre autres. Les représentants d'entités des Nations Unies et d'autres organisations internationales représentants des assemblées parlementaires en Afrique et autres assemblées parlementaires concernées y ont pris part.

ATOP/KYA/SED

CONFERENCE INTERNATIONALE DE LOME SUR LE FINANCEMENT :
DES ACTEURS PLANCHENT SUR DES THEMATIQUES DE PROMOTION DE LA
CROISSANCE DURABLE

Lomé, 20 jan. (ATOP)-Le ministre de la Promotion de l'investissement, Mme Kayi Mivedor a, au nom du chef de l'Etat, ouvert la Conférence internationale de Lomé sur le financement (CILF) 2023, le jeudi 19 janvier à Lomé.



Le ministre Mivedor ouvrant les travaux



Les participants

Ce grand rendez-vous de deux jours réunit, entre autres, d'éminents experts financiers, d'entrepreneurs de premier plan, d'avocats prestigieux et de hauts responsables politiques ainsi que des investisseurs, acteurs de développement et des jeunes entrepreneurs. Il permettra à ces participants de plusieurs pays d'Afrique, notamment le Nigéria, le Libéria, le Rwanda, la République Démocratique de Congo, la République du Congo, la Côte d'Ivoire et le Togo, de débattre sur le financement des entreprises et des grands projets de l'Afrique.

Les participants vont aussi traiter des questions relatives au progrès des économies des Etats africains et des moyens de palier aux barrières qui ne permettent pas aux entreprises et surtout aux Petites et moyennes entreprises (PME) de recevoir des financements qu'elles ont besoins pour le développement optimal de leurs activités.

Ces différents acteurs des économies africaines à savoir les Etats, les institutions de financement de développement, les banques commerciales, les fonds d'investissements, les PME, le secteur informel porteront une attention particulière sur les avantages des modes de financement alternatif qui se présentent comme un moyen de palier au rationnement de crédit par les banques. Les assises permettront également de traiter de la nécessité de développer le capital, l'investissement en Afrique ainsi que les émissions obligataires.

Plusieurs panels vont meubler cette CILF. Les différents acteurs débâteront du « Rôle des banques et des institutions de financement du développement pour promouvoir une croissance soutenue verte durable et inclusive et des modèles les plus innovants de financements des grands projets en Afrique (PPP-Financement structuré) ». Les participants discuteront aussi du « financement comme levier pour inciter au passage de l'informel au formel ; le financement des projets de santé et d'éducation, quel modèle ; le droit, instrument de développement économique et le financement du secteur agricole ».

Ces thématiques permettront à ces acteurs de faire des recommandations afin de contribuer à l'amélioration de l'accès au financement pour les entreprises, de définir des pistes de partenariats entre des fonds d'investissement internationaux, les business

angles et les Etats africains pour doter les économies africaines de « véhicules » d'investissement qui permettent de renforcer les fonds propres des entreprises.

ATOP/DHK/TD

SOCIETE :

**LA PLATEFORME NUMERIQUE DE DEMANDE DE DUPLICATA
DU CERTIFICAT DE NATIONALITE TOGOLAISE LANCEE**



Mme Tchamdja Kpatcha remettant le duplicata à M. Dzadze

Lomé, 20 jan. (ATOP)-Le ministre de la Justice et de la Législation, Kokouvi Agbetomey, a lancé, le jeudi 19 janvier à Lomé, la plateforme numérique de demande de duplicata du certificat de nationalité togolaise et de suivi du traitement en ligne du certificat mère.

La digitalisation consiste à faire une demande du duplicata en ligne et à payer les frais afférents via les paiements mobiles T-money et Flooz sur la plateforme officielle du service public de l'administration togolaise : service-public.gouv.tg. Ce processus ne concerne que le nouveau format du certificat de nationalité. Le requérant a la possibilité de choisir le jour, l'heure et le centre de retrait. Il doit attendre la fin du traitement de sa demande avant de retirer le duplicata par lui-même ou par une tierce personne à la direction de la nationalité ou dans l'un des 17 centres locaux de traitement sis dans les préfectures retenues. Ces préfectures sont Golfe, Agoè Nyivé, Zio, Vo, Lacs, Ogou, Wawa, Danyi, Kloto, Anié, Blitta, Bassar, Tchaoudjo, Kozah, Oti, Mandouri, et Tône ou dans un bureau de la Poste togolaise.

La demande en ligne du duplicata regorge plusieurs avantages. Le demandeur peut faire la demande depuis son domicile, payer les frais et suivre. L'utilisateur peut obtenir son duplicata en moins de 24 heures. S'agissant du suivi de l'état de traitement de la première demande du certificat de nationalité, l'utilisateur doit enregistrer une demande en ligne pour échanger avec les services concernés.

Une démonstration d'une demande de duplicata en ligne et son retrait a permis à l'assistance d'apprécier la rapidité de ce processus. Ainsi, pour faire une demande en ligne du duplicata, il faut aller sur le site : service-public.gouv.tg, choisir l'option « obtenir un duplicata d'un certificat de nationalité » et suivre les autres étapes jusqu'au remplissage du formulaire et le nombre de certificat souhaité.

Le processus de digitalisation de la demande de duplicata du certificat de nationalité togolaise et de suivi du traitement en ligne du certificat mère a reçu l'appui financier de la commission de l'UEMOA et celui technique du ministère de l'Économie numérique et de la Transformation digitale.

Le ministre Agbetomey a indiqué que la digitalisation des services publics est un « grand pas » pour l'amélioration des prestations de services dont le peuple togolais doit bénéficier. Il a invité les citoyens qui détiennent encore l'ancien format de nationalité togolaise à prendre des dispositions pour se faire établir le nouveau afin de bénéficier des avantages de la digitalisation.

La directrice du Sceau, de la Nationalité et de l'Identité civile, Mme Kobauyah Tchamdja Kpatcha a relevé quelques résultats réalisés par son institution depuis la numérisation des certificats de nationalité togolaise le 16 juin 2008. La production des

certificats originaux est passée de 10.422 en 2008 à 150.867 en 2022. Celle des duplicatas sur la même période est passée de 18.813 à 563.918. Elle a émis le vœu que les innovations amorcées se poursuivent afin de permettre à la direction de combler les attentes des populations.

M. Dzadze Komlan, le premier à demander et à recevoir son duplicata en ligne, a exprimé sa joie pour avoir obtenu ce document en peu de temps. « Je suis content parce que je n'ai pas fait la queue avant de rentrer en possession de mon duplicata », s'est-il réjoui.

La digitalisation de la demande de duplicata vient s'ajouter à d'autres services mis en ligne tels que l'établissement du casier judiciaire et du passeport. ATOP/BV/AJA

NOUVELLES DES PREFECTURES

PREVENTION ET LUTTE CONTRE L'EXTREMISME VIOLENT :

LES MEMBRES DU COMITE PREFECTORAL ONT ECHANGE AVEC LES LEADERS COMMUNAUTAIRES DE PESSIDE

Kantè, 20 jan. (ATOP)- Une délégation du comité préfectoral de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CPPLEV-Kéran) a organisé, le jeudi 19 janvier, une rencontre d'échanges avec les leaders communautaires de Pessidé, à 12 km au nord de Kantè.



L'assistance



Le préfet Douiti (debout à la table) s'adressant à l'assistance

Cette rencontre présidée par le premier responsable du CPPLEV, le préfet Douiti N'Sarma Mabiba, a connu la participation du chef canton accompagné de ses notables, des chefs des villages d'Adjaïté, Ouloulita, Namouté, Souté, Kokoté, Pessidé et de Naboulgou ainsi que plusieurs acteurs de la localité.

A travers ces échanges, l'objectif est d'inviter tous ces acteurs à intensifier la sensibilisation auprès de la base en prenant toutes les dispositions nécessaires pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent dans la localité. Il s'agit également pour la délégation d'exhorter la population à collaborer étroitement avec les autorités locales ainsi qu'avec les forces de défense et de sécurité en leur fournissant toute information utile dans le but de lutter efficacement contre l'insécurité.

Cette activité du comité local s'inscrit dans le cadre de sa campagne de sensibilisation auprès des populations pour la prévention et la lutte contre le phénomène de l'extrémisme violent.

Le président du CPPLEV, représentant du pouvoir central, a témoigné sa gratitude au chef de l'Etat pour tous les efforts consentis en vue de la sauvegarde de la paix et de la sécurité. Le préfet Douiti N'Sarma a insisté sur la responsabilité de tous les acteurs sociaux de cette localité à travailler en synergie pour la production de la sécurité. « Tout ce qu'on nous demande, c'est de remonter toutes les informations utiles dont nous disposons sur tout étranger aux forces de défense et de sécurité pour toute disposition à prendre. Les FDS savent ce qu'elles ont à faire pour empêcher ce phénomène de s'étendre », a précisé le préfet.

D'autres membres du CPPLEV ont également invité la population à proscrire les règlements de compte en sollicitant la diligence des chefs coutumiers.

Le capitaine Samon Assè-Réne et le commissaire Ahoje-Aquereburu Ata-Quam, respectivement en charge de la Compagnie de gendarmerie et de la Police de la localité ont exhorté les leaders communautaires et la population à la vigilance, à l'union et à la solidarité.

Des membres du conseil municipal de la commune Kéran 1 étaient également présents à cette rencontre.

ATOP/PAP/AJA

TCHAOUDJO/ PROJET D'INSTALLATION DE 500 HECTARES D'ANACARDES A AGOULOUE :

UN BILAN SATISFAISANT, DES EFFORTS RESTENT A FAIRE

Sokodé, 20 jan. (ATOP) – La Coopérative avec conseil d'administration (COOP-CA) Essodoguedowè a tenu, le jeudi 19 janvier à Sokodé, un atelier bilan à mi-parcours du « *Projet d'installation de 200 Entreprises agricoles familiales (EAF) sur un bloc de 500 hectares de plantation améliorée d'anacardières à Agouloudè* ».

Cet atelier a permis d'apprécier les objectifs, les résultats et surtout de tirer les leçons pour améliorer l'exécution des activités prévues dans le mémorandum signé en février 2022.

Lancé, le 29 mars 2022, le projet, selon le directeur exécutif de la coopérative Essodoguedowè, Adjémini Koriko, entend fournir 250 pieds d'anacardières à chaque entreprise agricole familiale pour planter sur 2,5 hectares afin d'améliorer ses conditions de vie à moyen terme. Il vise également à constituer un « géant » puits de carbone face aux effets du changement climatique afin de contribuer à l'atteinte des objectifs de Bonn où le Togo s'est engagé à planter un milliard d'arbres en 2030.

M. Adjémini a confié que le projet a acheté 55.000 pieds améliorés d'anacardières au bénéfice de 203 EAF contre 200 prévus. Il a souligné qu'après onze mois d'exécution, il a été planté 481,5 hectares sur les 500 envisagés soit un taux d'environ 96% de mise en terre. Le directeur exécutif a annoncé des actions diligentes pour rattraper le gap des 18,5 hectares non reboisés avant la fin du projet en février 2024. Parmi ces actions, il a cité, entre autres, la protection des champs à l'aide des plaques d'interdiction contre la transhumance, la chasse et les feux de brousse. Ces plaques ont été remises symboliquement le même jour aux points focaux des EAF. Il a également insisté sur l'engagement des EAF à reboiser les restes des parcelles ainsi que sur le regarnissage. D'après M. Adjémini, 4000 hectares ont été baillés pour une durée de 99 ans afin de planter des anacardières. Il a précisé que 74 hectares avaient été déjà emblavés avant le projet, ce qui donne un total 555,5 hectares reboisés.

Le directeur exécutif a jugé le bilan satisfaisant tout en se disant conscient que beaucoup reste à faire pour l'atteinte de leurs objectifs. Après le bilan, les officiels présents ont formulé des recommandations pour perfectionner les activités.

Le secrétaire général de la préfecture de Tchaoudjo, Daro Ouro-Akondo a souligné que ce projet répond aux objectifs du gouvernement qui a inscrit dans ses priorités la lutte contre le changement climatique par le reboisement de 1 milliard de plants en 2030. « *Au-delà de l'aspect environnemental, le développement de plantations d'anacardes par l'installation des jeunes entrepreneurs familiaux dans notre préfecture, est une opportunité de création de richesse et d'emplois et contribue de fait au développement durable et inclusif* », a-t-il ajouté.

Le directeur régional de l'Environnement et des Ressources forestières du Centre, Lt-Col. Affo Até Badjanou a félicité la COOP-CA Essodoguedowè, pour leur contribution au développement du pays. Il a encouragé les membres à persévérer dans leurs activités, soulignant qu'ils jouiront bientôt des fruits de leurs efforts.

Les représentants des directeurs régionaux de l'Agriculture et de l'Institut de conseil et d'appui technique (ICAT), respectivement Assasse Komla et Péré Essoyomèwè ont insisté sur l'entretien des plantations et le remplacement des plants qui sont morts pour respecter le total de 100 pieds à l'hectare.

Le projet est financé à hauteur de 38991 USD, près de 22.700.000 FCFA par le Programme de micro-financement du Fonds pour l'environnement mondial (PMF/FEM). C'est un programme institutionnel du FEM, mis en œuvre par le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) et exécuté par le Bureau des nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).
ATOP/MEK/AJA

CAMPAGNE DE DISTRIBUTION DE MOUSTIQUAIRES IMPRÉGNÉES :
LA DIRECTION PREFERATORALE DE LA SANTE D'AGOÈ-NYIVÉ A TENU UNE
REUNION PREPARATOIRE

Agoè-Nyivé, 20 jan. (ATOP) - La direction préfectorale de la santé d'Agoè-Nyivé a tenu, le jeudi 19 janvier, une réunion préparatoire de la campagne de sensibilisation et de distribution des moustiquaires imprégnées.

Cette réunion entend définir des stratégies pour la mobilisation de la population en vue du bon déroulement de cette campagne et rappeler les rôles et responsabilités des acteurs impliqués. Elle a permis de mettre en place des comités préfectoraux et communaux de veille qui se chargeront de la réussite de cette activité.

La directrice préfectorale de la santé, Mme Tagba Pélei Tchilalo a rappelé que le Togo est un pays endémique du paludisme, raison pour laquelle il s'est aligné sur la stratégie mondiale de lutte contre cette maladie. Elle a fait savoir que l'utilisation des moustiquaires imprégnées est un moyen efficace de lutte contre le paludisme. Mme Tagba a souligné que les moustiquaires seront distribuées dans les formations sanitaires agréées aux enfants de moins d'un an et aux femmes enceintes. Elle a précisé que la distribution de moustiquaires imprégnées se fait chaque trois ans au Togo afin de permettre aux ménages d'y avoir accès.

Le représentant du préfet, Kazandu Essohanam a pris part à la réunion.
ATOP/AS/BA

NOUVELLES DE L'ETRANGER

SOUDAN DU SUD :

LA CAPITALE JUBA SE PREPARE ACTIVEMENT A RECEVOIR LE PAPE FRANÇOIS

Juba, (RFI) - Les préparatifs s'accélèrent au Soudan du Sud pour recevoir le pape François. Il sera en visite dans le pays du 3 au 5 février 2023, dans la foulée de celle en République démocratique du Congo. Une occasion pour les représentants des Églises du Soudan du Sud de prêcher la paix et la réconciliation, alors que le pays reste en proie aux violences.

Devenu indépendant en 2011, le Soudan du Sud a sombré dans une guerre civile en 2013 et, malgré la signature d'un accord de paix en 2018, les tensions continuent et les retards pris sur le calendrier de l'accord de paix s'accumulent.

Les représentants des Églises se sont exprimés face à la presse, mercredi 18 janvier, pour confirmer la venue du Pape à Juba – accompagné de l'archevêque de Canterbury et du modérateur de l'Assemblée générale de l'Église d'Écosse – et dire leur espoir qu'elle fasse avancer le processus de paix.

Dans la capitale sud-soudanaise, les travaux d'aménagement des rues et l'installation de grandes affiches de bienvenue à l'adresse du pape François se poursuivent... Ces jours-ci, la ville vit au rythme des préparatifs pour la venue du souverain pontife. Une visite confirmée par les représentants des Églises au Soudan du Sud.

L'évêque de Malakal Stephen Nyodho Ador Majwok a invité les Sud-Soudanais à « *se préparer spirituellement* » et, pour ceux qui comptent rejoindre Juba, à entamer leur pèlerinage : « *Nous vous l'assurons, le Pape va venir. Il ne reste que quelques jours, il faut nous préparer. Ceux qui sont près de Juba, il faut qu'ils commencent à venir à pied. Et ceux qui sont plus loin, il faut aussi qu'ils entament leur trajet.* »

L'archevêque de Juba, Stephen Ameyu, a pour sa part souligné les « *fortes attentes* » des croyants et de tous les citoyens du pays quant à l'impact de la visite papale sur le processus de paix : « *Nous sommes prêts à recevoir le Saint Père à Juba. C'est une opportunité de rassembler les Sud-Soudanais dans la paix, la réconciliation et l'amour de leur prochain. Nous espérons vraiment que la venue du Pape va nous faire réaliser la paix dans ce pays et toucher les cœurs des politiciens, pour qu'ils se réconcilient.* »

Le programme de la visite prévoit, outre des rencontres avec les dirigeants sud-soudanais, les Églises, les diplomates et la société civile, une rencontre avec des personnes déplacées par la guerre ainsi qu'une « *prière œcuménique* » au mausolée de John Garang.

RFI

CASQUES BLEUS AU MALI :

L'ONU PARTAGE ENTRE UNE AUGMENTATION ET UN RETRAIT COMPLET

Bamako, (RFI) - Au Mali, les Nations unies envisagent le renforcement du nombre de leurs casques bleus, mais également leur retrait total. Lors du renouvellement du mandat de la Minusma, en juin dernier dans un contexte tendu, les Nations unies avaient

annoncé un rapport évaluant les besoins et le contexte d'intervention de la mission onusienne. Ce rapport doit être publié d'ici la fin janvier. RFI a pu consulter un projet de cette « *revue interne* », daté du 15 janvier. Ce texte, très avancé mais encore susceptible d'être modifié à la marge, prévoit trois options pour l'avenir de la mission onusienne.

Arrivée de supplétifs russes aux côtés de l'armée malienne, défiance grandissante entre les autorités de transition et certains pays contributeurs de troupes, restrictions imposées par Bamako aux déplacements de la section droits de l'homme de la Minusma... Depuis plusieurs mois, il est clair que l'avenir de la Mission onusienne ne va pas de soi.

Dans ce document, les Nations unies cherchent à s'adapter à toutes ces nouvelles réalités, mais aussi aux demandes de Bamako, qui sollicite elle-même un « *changement de posture* » de la Minusma, avec une « *priorité* » qui serait donnée « *à la dimension sécuritaire* » et à « *des actions* » plus « *offensives* ».

Des paramètres à remplir pour un éventuel renforcement

Première option envisagée par les Nations unies : une augmentation du nombre de casques bleus, pour combler les besoins liés à l'extension du mandat de la mission au centre du pays en 2019, à l'expansion de la présence jihadiste – notamment dans le Nord-Est du Mali, région de Ménaka, et dans le Centre –, mais aussi au retrait de la force française Barkhane, achevé cet été, qui apportait un soutien aérien notamment aux forces onusiennes en cas de besoin.

Les Nations unies envisagent ainsi près de 3 700 casques bleus supplémentaires (3680 militaires et policiers, ou 2000 seulement dans une version plus modeste de ce renforcement). Le mandat actuel en autorise un peu plus de 13 000.

Pour que ce renforcement soit possible, il y a toutefois des « *paramètres* » à remplir. Le premier – et c'est ce que mentionne le rapport – c'est que les autorités maliennes acceptent de fournir les autorisations nécessaires à la Minusma pour se déplacer dans le pays.

Ces derniers mois, de nombreuses demandes déposées par la Minusma sont restées lettre morte, pour les villages où l'armée malienne est visée par des allégations d'exaction, notamment.

Autre contrainte : alors que certains contingents ont déjà annoncé leur retrait (Royaume-Uni, Allemagne, Côte d'Ivoire), il s'agirait de trouver de nouveaux pays contributeurs de troupes.

Deuxième option : le nombre de casques bleus reste inchangé, mais c'est le mandat de la mission qui est révisé : par souci d'efficacité, pour réorienter certains moyens, des camps de taille réduite seraient fermés. Le risque étant que ces fermetures soient perçues comme un « *abandon* » par les populations. Par exemple à Ber, près de Tombouctou, l'un des camps qui pourraient être fermés alors que la situation dans la zone est particulièrement précaire. Ou encore dans le centre du pays, où la présence jihadiste gagne déjà du terrain.

Une troisième option plus radicale : un retrait de tous les casques bleus

Option 3, la plus radicale : un retrait de tous les casques bleus. La Minusma ne serait plus qu'une « *mission politique spéciale* », constituée de civils, basés à Bamako uniquement.

Pour des raisons de sécurité, aucun staff onusien ne serait plus déployé à l'intérieur du pays. Cette option impliquerait une coordination importante avec l'armée malienne pour éviter les zones de vide sécuritaires.

Le pré-rapport onusien anticipe une baisse importante du coût de la mission, si cette option était retenue, mais également une « *dégradation sérieuse de la situation sécuritaire* » dans le pays.

Le rapport définitif doit être présenté d'ici la fin du mois aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU. « *La situation actuelle n'est pas viable* », précise le projet consulté par RFI, qui précise que la mission onusienne « *a fait de son mieux* » mais est aujourd'hui « *au-delà de ses limites* ». RFI

VIOLENCES DU 20-OCTOBRE AU TCHAD :

3 MOIS APRES, POUVOIR ET OPPOSITION SE RENVOIENT LA RESPONSABILITE

N'Djaména, (RFI) - Il y a trois mois, le 20 octobre, une manifestation de l'opposition, interdite par les autorités, était violemment réprimée. Le soir même, le pouvoir de transition autorités annonçaient un bilan de « 50 morts et près de 300 blessés ». Le principal opposant Succès Masra, qui est en exil depuis, évoquait un bilan beaucoup plus important : près de 200 morts. Depuis, alors que différentes commissions d'enquête, internationale et locale, sont en cours, le pouvoir et l'opposition se renvoient la responsabilité des événements.

Au soir du 20 octobre, Saleh Kebzabo évoquait : « *la soif de pouvoir de Succès Masra* », origine selon le Premier ministre de cette tentative d'insurrection populaire armée ». Parti depuis en exil, Succès Masra estime que les autorités de transition ne sont plus légitimes. « *Ils ont perdu leur âme en massacrant massivement les gens. Il y a que les Nations unies qui en dernier ressort peut s'impliquer pour un accord post-crise, qui permette de revenir sur les engagements que la junte n'a pas respectés.* »

Ministre de la Réconciliation, Abderaman Koulamallah considère au contraire que l'État n'a rien à cacher et que les autorités n'ont aucune responsabilité dans les violences du 20 octobre. « *Je n'ai pas à commenter les élucubrations de quelqu'un qui n'a absolument rien à dire sur ces événements qui restent des événements douloureux. Mais dont la responsabilité du gouvernement n'est absolument pas engagée.* »

La commission d'enquête mise en cause

En novembre dernier, les autorités ont accepté la mise en place d'une commission d'enquête internationale. Commission chapeauté par la Commission économique des États d'Afrique centrale et le pouvoir de transition. Pour le ministre de la Réconciliation, cette commission qui poursuit ses travaux est une bonne initiative. « *Cette commission a fait du bon travail, elle a reçu tout le monde. Nous attendons impatiemment ses conclusions et nous sommes absolument sereins de la suite de ces conclusions.* »

Nombre de diplomates en poste à Ndjaména s'interrogent sur la volonté de cette commission d'aboutir. Dès novembre, Succès Masra, le président du parti des Transformateurs qui avait appelé à manifester malgré l'interdiction, a demandé à l'avocat français Maître Vincent Brengarth de faire un signalement au niveau de la CPI.

« *Pour des faits susceptibles de revêtir la qualification de crime contre l'humanité. À partir du moment où nous atteignons cette intensité de preuves, on ne voit véritablement pas les raisons pour lesquelles la Cour internationale pourrait refuser de diligenter une enquête au regard de la gravité des faits.* »

La Commission d'enquête internationale n'a donné aucune date pour présenter son bilan. La CPI n'a pas encore répondu aux avocats de Succès Masra. Critique avec les autorités comme avec l'opposition, Mahamat Nour Ibedou, président de la commission des droits de l'homme, estime que les deux parties ont leur part de responsabilité. « *Nous ne travaillons que sur ce que nous avons réussi à confirmer, parce que le gouvernement a tendance à minimiser, et de l'autre côté, on a tendance à maximiser, vous savez.* »

La commission de droits de l'homme annonce d'ailleurs la publication d'un rapport sur les événements du 20 octobre d'ici à 15 jours.

RFI

AU FORUM DE DAVOS, LES RESPONSABLES DE LA DESTRUCTION DE LA PLANETE POINTES DU DOIGT

Davos, (RFI) - Pour la première fois depuis des années, la crise climatique n'était pas en tête des préoccupations au Forum économique mondial (World Economic Forum) de Davos. C'était sans compter la détermination de quelques-uns. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a accusé certains géants pétroliers d'avoir « colporté le grand mensonge » en cachant les informations dont elles disposaient sur le réchauffement climatique.

La première salve est venue du secrétaire général des Nations unies qui, dès le premier jour, s'en est violemment pris à l'industrie pétrolière, accusée de « grand mensonge ». Pour Antonio Guterres, les producteurs d'énergies fossiles savaient depuis les années 70 que leur produit phare allait faire brûler notre planète. Et pourtant ils continuent de se battre pour accroître la production, a-t-il dénoncé alors qu'ils savent que c'est incompatible avec la survie de l'humanité. Le patron de l'ONU qui a réclamé des poursuites judiciaires.

Cop28 : la nomination qui choque

La charge est ensuite venue de l'ancien vice-président américain et militant pour le climat, Al Gore, qui a dénoncé le manque d'ambition des dirigeants politiques. L'échec absolu, selon lui, c'est la nomination du sultan Ahmed al-Jaber, patron de la compagnie pétrolière ADNOC (Abu Dhabi National Oil Company) des Émirats Arabes Unis comme président de la COP 28. *« Il ne s'agit pas de savoir si c'est quelqu'un de gentil ou d'intelligent, l'apparent conflit d'intérêts sape la confiance à l'heure où les militants en viennent à se dire que les personnes qui ont le pouvoir ne font pas leur travail »*, a dit Al Gore. On ne peut pas laisser les compagnies et les États pétroliers nous dicter leur rythme, a-t-il lancé hors de lui.

Greta thunberg mobilisee contre les energies fossiles

Une nomination absurde pour l'activiste Greta Thunberg qui est bien venue à Davos mais qui s'est exprimée en dehors de l'enceinte ultra-sécurisée du palais des congrès. La jeune Suédoise a appelé à une pression publique massive contre les énergies fossiles et a annoncé une pétition pour l'arrêt de l'exploitation des énergies fossiles par les multinationales. Un texte qui avait déjà réuni plus de 910 000 signatures jeudi 19 janvier en début d'après-midi. RFI

RUSSIE :

BARBES, TELEPHONES ET TABLETTES DESORMAIS PROSCRITS DANS L'ARMEE

Moscou, (RFI) - Avec la nomination de Valeri Guerassimov au poste de commandant des troupes russes en Ukraine a coïncidé l'arrivée d'un chapelet de nouveaux ordres communiqués dans les rangs des soldats russes. Des ordres disciplinaires qui, visiblement, passent mal : interdiction de l'usage des téléphones et tablettes, interdiction d'utiliser des véhicules personnels... et obligation d'être rasés.

La protestation est comme souvent passée par les chaînes Telegram Z. Sans téléphones ni tablettes, a-t-on pu lire sur certaines d'entre elles, impossible d'utiliser les drones, notamment ceux de reconnaissance pour l'artillerie.

L'interdiction des téléphones était revenue sur la table après la frappe ukrainienne meurtrière du Nouvel An sur Makiïvka. Ce n'est pas la première fois que l'armée russe tente d'interdire leur usage aux soldats.

Autre protestation, celle sur l'obligation de se raser. Même le dirigeant pro-russe de la région de Donetsk s'en est immédiatement indigné. Denis Pushilin, qui porte lui-même la barbe, a très rapidement réalisé ce message vidéo :

De la commission défense de la Douma, à Moscou, est pourtant venue cette confirmation : « *C'est une exigence élémentaire de la discipline militaire* », a ainsi jugé un élu. « *Même dans les combats les plus intenses, je ne pense pas qu'il soit impossible de trouver un quart d'heure pour mettre son apparence en ordre.* »

Reste que le duo Prigojin-Kadyrov a, à nouveau, publiquement critiqué ces nouvelles règles. Le patron de Wagner d'abord, qui va jusqu'à faire la leçon à l'armée : « *Les exigences évoquées [...] sont de l'archaïsme des années 1960 [...] Au lieu d'essayer de faire plier tout le monde sous ces règles, principes et caprices ridicules, il faut développer la guerre moderne, apprendre à tuer efficacement l'ennemi et à s'emparer de territoires.* »

Ramzan Kadyrov, lui-même barbu et dont certains commandants des forces spéciales sur le terrain présentent des barbes très fournies, a jugé avec ironie, jeudi 19 janvier, sur sa chaîne Telegram : « *Bien sûr, dans chaque tranchée, il y a un robinet avec de l'eau chaude, de la mousse à raser est donnée le matin et les rasoirs sont distribués un mois à l'avance [...]* ». Avant d'attaquer directement le signataire des nouvelles consignes qui, dit-il, « *sait parfaitement qui porte une barbe sur le front et pourquoi. C'est pourquoi je suis convaincu qu'il s'agit d'une provocation flagrante qui vise à éteindre le moral des combattants* ».

RFI

SPORTS

MONDIAL DE HANDBALL 2023 :

L'EQUIPE DE FRANCE DISPOSE FACILEMENT DU MONTENEGRO ET SE RAPPROCHE DES QUARTS DE FINALE

FRANCE, (franceinfo)- Les Bleus n'ont pas fait de détail face aux Monténégrins (35-24), mercredi, pour leur premier match du tour principal.

Des Bleus sérieux et appliqués. Deux jours après sa victoire contre la Slovénie (35-31), l'équipe de France a facilement battu le Monténégro (35-24), mercredi 18 janvier, à l'occasion du championnat du monde de handball.

À Cracovie (Pologne), les Bleus ont rarement été mis en danger par des Monténégrins volontaires mais inférieurs sur tous les plans du jeu. Dans les buts tricolores, Vincent Gérard a été impérial avec plusieurs parades de classe (45 % d'arrêts) et trois jets de sept mètres arrêtés (9e, 15e, 34e), tandis que Melvyn Richardson (10 buts) a fait le show en attaque. Devant à la pause (16-13), la France s'est ensuite envolée en seconde période, allant même jusqu'à marquer par l'intermédiaire de son gardien remplaçant, Rémi Desbonnet (59e). "C'est une vraie satisfaction de finir avec un tel écart [+11]" a réagi au micro de beIN Sports, Vincent Gérard, logiquement élu homme de ce match référence.

Grâce à ce premier succès dans le tour principal – le quatrième depuis le début de la compétition – les hommes de Guillaume Gille prennent provisoirement la première place du groupe I, avant Espagne-Pologne à 20 h 30, et se rapprochent des quarts de finale. Les Bleus défieront les Iraniens, vendredi, et les Espagnols, dimanche, dans ce qui s'apparente à une probable finale de groupe. Franceinfo.

OPEN D'AUSTRALIE :**ALEX DE MINAUR ELIMINE ADRIAN MANNARINO
ET VA DEFIER BENJAMIN BONZI**

FRANCE, (franceinfo) - Devant son public, l'Australien a eu besoin de quatre sets et 3h30 de jeu pour se défaire du Français.

Adrian Mannarino n'imitera pas Ugo Humbert et Benjamin Bonzi, seuls Français rescapés à l'issue du deuxième tour dans le tableau masculin. Au lendemain de sa victoire en quatre sets contre John Isner (6-7, 7-6, 6-2, 6-2), le joueur tricolore, 45e mondial, se frottait à Alex de Minaur (24e mondial), jeudi 19 janvier, au deuxième tour de l'Open d'Australie.

Le Français a d'abord perdu le premier set au tie break (7-6[3]) avant de revenir à une manche partout (6-4) pour relancer la partie. Mais face à son public, Alex de Minaur n'a pas tremblé. L'Australien, qui avait un break de retard au troisième set, a remporté la bataille de la troisième manche (6-4) et profité de la baisse de régime de son adversaire pour conclure en quatre manches (6-1). Pour une place en huitièmes de finale, il devra se défaire d'un autre Tricolore, Benjamin Bonzi. De son côté, Adrian Mannarino, qui avait réalisé son meilleur résultat à Melbourne l'an dernier en atteignant les huitièmes de finale contre Rafael Nadal, quitte déjà le tournoi. Franceinfo

BASKET:**QUAND LA NBA SE DELOCALISE A PARIS POUR
LE PLUS GRAND PLAISIR DES FANS**

PARIS, (RFI) - Les Chicago Bulls ont remporté le NBA Paris Game 2023 face aux Detroit Pistons, ce jeudi 19 janvier au palais omnisports de Paris-Bercy (126-108). Zach LaVine et Demar DeRozan ont porté leur équipe pour le plus grand plaisir des fans français et européens, sous les yeux de Tony Parker ou encore Magic Johnson.

Cette petite pluie fine, glaciale, n'a pas empêché le public venu assister à cette rencontre de NBA entre Detroit et Chicago à Paris d'attendre patiemment l'ouverture des portes, avec le sourire. La deuxième rencontre de NBA délocalisée dans la capitale française, après celle entre Milwaukee et Charlotte en 2020, est un nouveau succès. Plus de trois heures avant le début du match, deux copains attendent avec fébrilité que la soirée magique commence.

« D'habitude, la NBA, on la voit la nuit à la télévision »

« C'est magnifique d'être là, raconte le jeune Milo, venu de Lyon. D'habitude, la NBA, on la voit la nuit à la télévision. Et là, on va la voir en vrai. Ce ne sont pas les deux meilleures équipes de la saison, mais c'est une affiche historique en NBA. Il y a des super-stars comme DeMar DeRozan ou Zach LaVine (Chicago), c'est top. Et on va aussi voir notre compatriote Killian Hayes (Detroit). Il est très attendu ce soir ». Neuf joueurs tricolores évoluent en NBA.

« C'est vraiment une chance de pouvoir revenir à la maison, de jouer devant ma famille et mes amis, qui n'ont pas pu me voir jouer depuis un bon moment déjà. Il y a trente équipes (de NBA) qui auraient pu être choisies, et puis ils ont choisi la nôtre et les Bulls de Chicago, du coup, il faut tirer profit de cette opportunité », avait commenté Killian Hayes en début de semaine. « Qu'il prenne du plaisir, c'est son moment, je suis fier de lui. Sa famille est là, même sa grand-mère. Il a progressé en tant que joueur », avance son coach Dwane Casey à propos de celui qui avait été drafté à la 7e place en 2020. À la fin des années 1980, Detroit et Chicago jouaient des coudes pour collectionner les titres (trois au total pour les Pistons, six pour les Bulls).

Chicago, une des équipes préférées des amateurs de basket en France

« Pour les fans de NBA, c'est un évènement. Il y a un vrai public en France. Et même l'Europe est venue. J'ai une préférence pour Chicago, car j'adore DeRozan », raconte le jeune Ernest, qui a cassé sa tirelire pour assister à la rencontre. Chicago reste une des équipes préférées des amateurs de basket en France, notamment grâce à Michael Jordan, qui a passé 13 saisons chez les Bulls. « À cause du succès de l'équipe en France, les attentes sont très élevées. En tant qu'entraîneur et joueurs, on se met de la pression, et c'est quelque chose d'extraordinaire. Cela veut dire que l'on a des fans », commente Billy Donovan, coach de Chicago.

La Ligue nord-américaine de basket-ball, sera « probablement de retour à Paris l'an prochain », a indiqué le patron de la NBA, Adam Silver, lors d'une table ronde avec quelques médias ce mercredi.

Le plus grand championnat de basket-ball du monde pourrait donc organiser un troisième évènement à Paris, année des JO, en l'espace de quatre ans, un signe supplémentaire de son ouverture vers le monde.

« Il y a 25 ans, les équipes ne voulaient pas voyager, ne serait-ce que pour des matchs amicaux de pré-saison », a tenu à rappeler Adam Silver. « Pour les entraîneurs, c'était une distraction, ça interférait avec la saison régulière. C'est très différent maintenant, notamment parce que 25% des joueurs de la Ligue sont nés hors des États-Unis. Nos meilleurs joueurs sont Européens. Et je vous annonce que nous allons développer ce sport sur le continent africain. »

Développer le marché français et européen

Cette nouvelle initiative s'inscrit également dans la volonté de la NBA de développer le marché français, l'un des plus importants outre-Atlantique. « C'est le pays N.1 en dehors de l'Amérique du Nord qui produit le plus de joueurs en NBA », a noté Mark Tatum, sous-commissaire de la NBA. « C'est une opportunité exceptionnelle pour les joueurs de venir ici en France, d'assurer la promotion de ce sport. En France, le basket est très développé et c'est une fierté d'être là, même si on s'est préparé comme d'habitude. Mais on veut montrer ce qu'est la NBA », commente Dwane Casey.

Les dirigeants de la NBA ont indiqué cette semaine qu'une rencontre de Dallas devrait être organisée à Madrid prochainement, la ville où la star des Mavericks, Luka Doncic, s'est fait connaître en Europe, sous le maillot du Real. Un match en Grèce est aussi envisagé.

La joie de Demar DeRozan

Depuis la saison 2018-2019, le trophée de meilleur joueur de la saison régulière en NBA est l'apanage de deux Européens : le Grec Giannis Antetokounmpo et le Serbe Nikola Jokic, récompensés deux fois chacun. Avant eux, le seul basketteur du Vieux Continent à avoir été distingué de la sorte était l'Allemand Dirk Nowitzki, en 2007, signe d'une tendance forte sur les dernières années.

« Je vais me souvenir de ce match pendant des années. L'atmosphère était extraordinaire, et surtout on a joué sous les yeux de Magic Johnson », avoue Demar DeRozan, médaillé d'or aux JO de Rio en 2016. « C'est génial, on a bien joué. Il y avait les fans, nos familles. Je n'avais jamais imaginé venir jouer ici à Paris. Ça valait le coup d'être ici », a conclut Zach LaVine, dont l'arrière-grand-père était Français, et qui porte le numéro 8 en tant que fan de Kobe Bryant.

RFI

Copyright, ATOP. Tous droits réservés